

L'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Les élections belges (p. 4) • Les tendances se manifestent dans le C.C. du P.C. italien (p. 4-5) • L'épreuve de force en Bolivie (p. 6) • L'islam et la révolution algérienne (p. 7) • Hara-Kiri du P.C. égyptien (p. 7) • TROTSKY : " Le prophète hors la loi " de Deutscher (p. 8)

L'épreuve de vérité des présidentielles

SUR le plan de l'élection présidentielle qui aura lieu à la fin de cette année, le congrès de la S.F.I.O. à Clichy ne pouvait pas ne pas confirmer la candidature Defferre (« Toute disparition de cette candidature serait pour le parti une véritable catastrophe », déclara Mollet dans son intervention), car il n'y avait pas de solution de rechange. Quant à l'avenir du parti socialiste et de l'éventuelle « Fédération démocrate socialiste » proposée par Defferre, le problème reste entier.

Avec la candidature Defferre, c'est pire qu'une défaite qui attend les opposants à de Gaulle. Il est évident que le P.C.F. ne peut accepter de jouer le jeu de Defferre. Sa direction se trouve contrainte de présenter un candidat membre du parti, en s'efforçant de limiter les pertes au maximum. Car il y aura des pertes par rapport à l'électorat communiste traditionnel. Elles seront dues en particulier au fait que les nombreux propos des dirigeants communistes sur les « aspects positifs » de la politique extérieure de de Gaulle vont servir ce dernier dans

des proportions qui pourraient rappeler le plébiscite du 28 septembre 1958. Quant à Defferre, en dépit de tous les calculs de son « brain-trust », non seulement il ne récoltera pas de voix sur le P.C.F., mais il perdra même sur sa gauche au profit du candidat possible du P.S.U., et il n'a aucune certitude d'obtenir à droite les voix du M.R.P. qui se reporteront en grand nombre sur de Gaulle.

L'élection présidentielle sera au fond un plébiscite pour celui-ci. Certains partisans de Defferre disent que ce dernier voit à plus long terme, la succession de de Gaulle. Le problème que se posent les politiciens les plus avisés du capitalisme français pour cette succession, c'est celui de l'« Etat fort », d'un régime de type présidentiel. Mais ces mêmes politiciens sont trop avisés pour envisager de le faire avec des hommes comme... Defferre ou Pompidou.

En fait, une crise grave de la société française couve sous la façade d'apathie politique que présente le régime gaulliste. Sur la droite, autrement plus dangereux que l'agitation des formations ultra seront les calculs et entreprises éventuelles de l'armée, d'une armée de plus en plus sélectionnée dans le sens d'une armée de métier. D'un autre côté, le congrès de Clichy a montré l'ampleur de la crise qui se développe dans le Parti socialiste.

La « fédération démocrate socialiste » que Defferre a proposée, n'est pas autre chose que la dissolution du Parti socialiste, non pas en faveur d'une formation dont le programme serait du type de celui de la social-démocratie allemande, mais d'une formation sans structure réelle. La formation envisagée, ce serait « l'U.N.R. » d'un Defferre ! Il fut tout à fait symptomatique que le principal duel oratoire au congrès de Clichy opposât au maire de

Marseille le maire de Lille, Augustin Laurent. A Marseille, Defferre est élu sans posséder une forte base ouvrière. A Lille, Laurent dispose de la majorité des travailleurs et doit défendre cette majorité contre les empiètements d'une forte minorité communiste. Son langage s'en ressent :

« J'accepte l'idée qu'une fédération pourrait aller plus loin, viser à l'unité organique des socialistes, mais j'espère que la fédération sera d'accord à ce moment-là pour s'adresser à tous ceux qui acceptent la grande idée du socialisme, y compris les communistes. C'est à ce moment-là seulement que des millions de travailleurs dont la force est paralysée, comprendront que le véritable avenir de la démocratie socialiste en France passe par l'unité ouvrière. Pourquoi voiler cet aspect des choses ? Vous savez bien que nos difficultés viennent de l'existence du parti communiste. J'en veux aux communistes parce qu'ils nous ont obligés de prendre pour la défense de la République des responsabilités qui nous empêchaient d'être nous-mêmes. Mais il ne faut jamais qu'un parti socialiste dise qu'il renonce à la volonté de réunir un jour tout le monde du travail ».

On peut sourire aux propos de Laurent sur ce que les communistes auraient « obligé » les socialistes de faire (briser des grèves ? mener la guerre d'Algérie ? entrer dans le gouvernement de Gaulle en 1958 ?), mais on voit très clairement que le parti socialiste en France ne put se livrer à une opération comme celle que lui propose Defferre sans rejeter vers le P.C.F., indépendamment de la politique de celui-ci, ce qui lui reste comme base ouvrière. Comme le congrès socialiste était divisé par moitié et qu'il

(Suite page 8.)

Développer l'action pour l'aide au Vietnam et à Saint-Domingue

LE secrétaire général des Nations Unies, U Thant, déclarait récemment avec mélancolie que la situation internationale qui paraissait évoluer pour le mieux en 1963, après l'affaire des fusées soviétiques à Cuba, était à nouveau devenue alarmante. En fait, le battage fait sur la « coexistence pacifique » s'avère illusoire, car les Etats-Unis, à Saint-Domingue tout comme au Vietnam, montrent qu'ils sont pour une « coexistence pacifique » dans laquelle les marines sont les champions de la démocratie.

Certains, pour sauver aujourd'hui la conception chère aux dirigeants soviétiques de la « coexistence pacifique », déclarent que l'intervention au Vietnam est une erreur politique, et surtout que l'intervention à Saint-Domingue est le résultat d'informations fausses transmises à la Maison Blanche, qu'elle ne se serait certainement pas produite du temps de Kennedy. Nous ne nierons pas que le cow-boy du Texas donne une forme particulière à l'action des Etats-Unis, qu'il manifeste un mépris ouvert pour les « alliés » dont il ne reçoit même pas les ambassadeurs, mais on ne doit pas oublier que c'est du temps de Kennedy que l'intervention américaine au Vietnam avait commencé à prendre l'extension qui a abouti à la situation actuelle et que c'est aussi du temps de Kennedy, qu'il y eut la tentative de la baie des Cochons contre Cuba, le renversement (avec l'aide du C.I.A.) de Bosch à Saint-Domingue, et d'autres interventions réactionnaires de la part des représentants des Etats-Unis dans plusieurs pays de l'Amérique latine.

Il y a des « erreurs » dans la liste des 58 communistes dominicains établie au State Department, mais l'envoi des marines ne fut pas décidée par erreur. Comme on peut

le voir à la lecture des informations officielles mêmes, elle fut décidée lorsque Washington apprit que des civils (entendez des travailleurs) étaient armés pour rétablir Bosch au pouvoir. A ce moment-là, Washington ne douta pas de la validité de la théorie de la révolution permanente : parce que la lutte, indépendamment de la direction du moment, pouvait dans sa logique mener à un nouveau Cuba, Johnson décida d'intervenir massivement pour écraser dans l'œuf une telle potentialité.

Il y eut pourtant « erreur » de la part de Washington : au Vietnam, les bombardements massifs n'engendrent pas la terreur dans les masses du pays, le Nord ne faiblit pas, et les guérillas du Sud se montrent de plus en plus audacieuses. Il y eut aussi « erreur » à Saint-Domingue, dans le fait qu'après plus d'un mois, il n'a pas été possible de faire accepter comme « démocratique » un gouvernement d'un général à la Imbert, tout simplement parce que les masses mises en mouvement ont tenu en échec les forces armées, et notamment qu'il fallut cinq jours de combats acharnés pour venir à bout de l'héroïsme des travailleurs des quartiers nord de la capitale, combattant sans un armement qualifié.

Désormais, toute l'Amérique latine vivra avec le souvenir des travailleurs de Saint-Domingue massacrés par une armée agissant sous la protection des marines. L'intervention décidée par Johnson est venue apporter à toute l'Amérique latine la démonstration éclatante de la justesse de la Deuxième Déclaration de la Havane. L'Alliance pour le progrès, dès le début, n'était qu'un leurre ; on offrait l'espoir d'une petite somme pour tromper les naïfs, on verse des dollars à foison pour écraser tout « nouveau Cuba ».

Les militaires d'Amérique latine n'ont pas perdu de temps pour comprendre cette leçon. En Bolivie, Barrientos s'est livré à une provocation délibérée en expulsant du pays Lechin et en arrêtant nombre de dirigeants ouvriers. En Colombie, le gouvernement a décrété l'état de siège. Le Brésil où les militaires avaient procédé à un coup d'Etat l'an dernier met à la disposition des forces américaines à Saint-Domingue un général pour signer les papiers du Pentagone.

Au Vietnam comme à Saint-Domingue, l'impérialisme américain, loin de commettre les « erreurs » que déplorent de bonnes âmes, montre son vrai visage de gardien de l'ordre capitaliste. Il hésite certes à user d'armes nucléaires, mais l'éventualité en est discutée. Il n'hésite pas du tout à recourir à un emploi massif de la force armée là où il craint qu'un mouvement de masse puisse l'emporter, et, ce, aussi longtemps qu'il ne craint pas une intervention armée de l'Union soviétique en faveur d'un mouvement révolutionnaire. Plus encore, il se permet des bombardements incessants d'un pays du « camp socialiste », de la République démocratique du Vietnam, en misant essentiellement sur le fait que le conflit sino-soviétique n'est pas seulement à présent un conflit idéologique et politique entre deux partis mais s'étend aux rapports entre les deux pays, et que la Chine n'a pas confiance que le pouvoir soviétique serait solidaire d'elle dans le cas où l'escalade des Etats-Unis aboutirait à une agression contre son territoire et plus précisément sur ses industries nucléaires.

Depuis plus de quatre mois, l'impérialisme américain a

Pierre FRANK.

(Suite page 8.)